

## Raz de marée : l'inégalité de traitement jusque dans la mort

Cette société capitaliste ne comprend que les chiffres. Eh bien, en voilà ! Cent mille morts en Asie n'ont pas eu droit au direct et au changement de programme télé qu'ont connu les quatre mille victimes du 11 septembre 2001. Ils sont restés bien contenus dans les digues du journal télévisé. Pas de minute de silence. Et la date du 26 décembre 2004 n'entrera pas dans la même histoire, non plus.

Cent mille morts d'Asie ou d'Afrique sont moins importants que quatre mille à New York.

Le raz de marée d'Asie a rempli les journaux télévisés. Mais on y passe autant de temps au sujet des touristes que de la population qui vit là chez elle. Chaque victime d'Europe a donc droit à cent fois plus de temps qu'une victime locale.

Arrêtons là ces chiffres, ils sont à vomir. Un midi, on a entendu un français en vacances en Thaïlande se plaindre de ce qu'il ne pouvait pas continuer ses vacances, alors qu'il avait payé son voyage. Et ce monsieur se croit un être humain ! Un autre, par contre, a choisi de rester, et d'aider.

Il est indécent de mettre un trait d'égalité entre les touristes survivants et les pêcheurs, les petits marchands, les villageois, qui en ont réchappé. Les touristes qui ont vu leur hôtel détruit, sont rapatriés et vont retrouver un logement en dur en quelques jours. Mais sur ces côtes, ce sont des millions de gens qui n'ont plus de logement, le peu de logement qu'ils avaient.

Ces populations d'Asie du Sud n'avaient pas une chance de s'en sortir. Contrairement au Pacifique Nord, on n'avait prévu aucun système pour les alerter en cas de raz de marée. C'est que les unes vivent toutes dans des pays dominés par les pays occidentaux et le Japon, et les autres sont le Japon et les Etats-Unis.

A Paris comme à New York, on savait ce qui se passait. Les appareils ont immédiatement enregistré le tremblement de terre, en direct, son point de départ, sa violence. Dans bien des régions dévastées, même si les vagues arrivaient à 800 km/h, on disposait d'une heure ou plus pour réagir. Il n'y a rien eu, rien ! Des scientifi-

ques américains ont pensé à donner l'alerte. Ils n'ont trouvé à téléphoner qu'à leurs collègues en Asie.

Cette société nous apprend à ne rien faire sans le contrôle d'un supérieur hiérarchique. Personne n'a donc pensé à joindre les radios, les armées de Thaïlande, de Sri Lanka, d'Indonésie ou d'Inde. Ni là-bas, ni ici, on ne sait intervenir hors des circuits bien bureaucratisés. Et puis, chaque Etat tient à garder son contrôle, égoïstement, derrière des frontières que la nature ignore.

Oh, soyons tranquilles, le système va se donner bonne conscience, et mettra en place une bureaucratie de plus. Comme après les 15 000 morts de la canicule, qu'on est déjà en train de nous faire oublier, un été 2003, en France.

Le comble, c'est la présentation qu'on nous fait, une fois de plus, des secours et des aides envoyées de France et des autres pays riches. Comme si la pauvreté de ces pays était elle aussi un phénomène naturel, et pas le résultat d'années de guerres, de colonisations, de dépendance. Quand il s'agissait de les conquérir, ce n'est pas un avion ou deux que la France, l'Angleterre ou les Pays-Bas envoyaient, mais toute une armée.

Les populations d'Asie du Sud doivent subir un phénomène naturel impressionnant, qui nous dépasse tous. Mais ils sont également victimes de l'aberration de cette société, où les solutions techniques existent, mais où le fonctionnement condamne encore et toujours ceux qui sont déjà les plus démunis.

Pour nous, à L'Ouvrier, les enfants, les femmes et les hommes de ces pays sont nos égaux. La perte de cent mille des leurs est une perte immense. Elle nous impose le respect, puis de réfléchir, et de remettre en cause ce qui doit l'être.

29/12/2004

L'Ouvrier n° 154

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER  
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :  
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX